

<https://enseignants.se-unsas.org/Toujours-nombreuses-et-nombreux-determine-es-a-gagner-le-retrait>



enseignants de l'Unsa



Toujours nombreuses et nombreux, déterminé-es à gagner le retrait

- Réforme des retraites -

Date de mise en ligne : vendredi 7 avril 2023

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

L'intersyndicale reste plus que jamais unie et mobilisée pour obtenir le retrait de cette réforme injuste, injustifiée et brutale et mettre fin à la grave crise démocratique et sociale qui traverse notre pays. L'Unsa et l'intersyndicale en appellent donc aujourd'hui à la sagesse du Conseil constitutionnel qui doit rendre sa décision vendredi 14 avril. Dans l'attente, les organisations syndicales appellent à maintenir la pression sur l'exécutif et à une nouvelle journée de mobilisations et de grèves le jeudi 13 avril prochain.

[Lire le communiqué intersyndical](#)
([cliquer pour agrandir au format pdf](#))



Toujours nombreuses et nombreux, déterminé.e.s à gagner le retrait

L'intersyndicale, porteuse de revendications claires : pas de recul de l'âge de départ, pas d'allongement de la durée de cotisations, a été reçue hier par la Première ministre. La demande réitérée de retrait de la réforme s'est heurtée à un refus net de l'exécutif.

Pour l'intersyndicale, il s'agit là d'un déni et d'un mépris total du rejet massif porté par toutes nos organisations, par les travailleurs et travailleuses et par l'opinion publique. Pourtant, cette opposition largement majoritaire s'exprime dans le pays, depuis le 19 janvier, avec déjà 11 puissantes mobilisations à l'appel de toutes les organisations syndicales et de jeunesse, mais aussi au travers des actions et des grèves.

Aujourd'hui encore, ce sont près de 2 millions de travailleurs et travailleuses, jeunes et retraité.e.s. qui se sont mobilisés dans le calme et la détermination pour dénoncer cette réforme injustifiée, les régimes de retraite n'étant pas « au bord de la faillite » comme le prétend le gouvernement.

Le contexte est inédit. Dans ce climat de fortes tensions que l'on peut qualifier de grave crise démocratique et sociale, l'exécutif s'arc-boute et porte seul la responsabilité d'une situation explosive dans l'ensemble du pays.

Cette réforme est perçue, à juste titre, comme brutale et injuste par les travailleurs et travailleuses et la jeunesse qui ont tous et toutes bien compris qu'ils et elles devront travailler plus longtemps sans que jamais le patronat, ni les employeurs publics ne soient mis à contribution.

L'intersyndicale a soumis au Conseil constitutionnel, qui rendra sa décision le 14 avril, des argumentaires considérant que cette loi devrait être déclarée contraire à la Constitution.

L'intersyndicale appelle à une journée de mobilisations et de grève le 13 avril et soutient toutes les actions et initiatives intersyndicales de mobilisations, y compris le 14 avril, pour gagner le retrait de cette réforme.

Elle se réunira à l'issue de la décision du Conseil constitutionnel.

Paris, le 6 avril 2023